

MINISTRE DELEGUE  
AUPRES DU PREMIER MINISTRE  
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



République de Côte d'Ivoire

Union-Discipline-Travail

# MATRICE

## D'ACTIONN PRIORITAIRES

# 2006



# SOMMAIRE

|  | Pages |   | Pages |
|--|-------|---|-------|
| <b>NOTE A LA HAUTE ATTENTION DE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE</b>   | 7     | <b>Objectif spécifique 2 :</b> Réaffirmer la tutelle économique et financière   | 22    |
| <b>NOTE DE PRESENTATION</b>  | 13    | <b>Objectif spécifique 3 :</b> Parachever la réforme comptable, poursuivre la modernisation de certaines procédures administratives et comptables | 23    |
| <b>INTRODUCTION</b>  | 15    | <b>Objectif spécifique 4.1 :</b> Poursuivre l'œuvre générale de modernisation de l'administration fiscale   | 24    |
| OBJECTIF GENERAL : Nous engager résolument dans la normalisation de la situation socio-économique en créant les conditions de la reprise à travers la crédibilisation de l'action administrative |       | <b>Objectif spécifique 4.2 :</b> Poursuivre la promotion d'une communication dynamique en matière fiscale   | 25    |
| <b>I - L'ENGAGEMENT DES PERSONNELS ET DES SERVICES DANS LA NORMALISATION DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE</b>  | 16    | <b>Objectif spécifique 5 :</b> Sécuriser davantage les recettes douanières  | 26    |
| A – Pour une approche «humaniste» dans la gestion du personnel et le réarmement psychologique des effectifs  | 17    | <b>Objectif spécifique 6 :</b> Renforcer l'efficacité du rôle du Budget de l'Etat   | 28    |
| B – La poursuite des réformes comme levain d'un second souffle dans le fonctionnement des services   | 17    | <b>Objectif spécifique 7 :</b> Garantir le cadre de suivi de l'activité économique et financière  | 29    |
| <b>II - LA CREATION DES CONDITIONS DE LA REPRISE PAR LA CREDIBILISATION DE L'ACTION ADMINISTRATIVE</b>   | 17    | <b>Objectif spécifique 8 :</b> Assurer la viabilité et l'efficacité des mécanismes d'actions financiers   | 30    |
| A – S'ouvrir et communiquer en toute transparence  | 18    | <b>Objectif spécifique 9 :</b> Sécuriser davantage l'environnement des affaires   | 31    |
| B – Rassurer les partenaires en favorisant l'approche consensuelle dans la prise des décisions majeures  | 18    | <b>Objectif spécifique 10 :</b> Finaliser les grands dossiers en attente  | 32    |
| <b>III – LE TABLEAU SYNOPTIQUE DES OBJECTIFS SPECIFIQUES A REALISER</b>  | 19    | <b>CONCLUSION</b>   | 33    |
| <b>Objectif spécifique 1 :</b> Insuffler un dynamisme au fonctionnement des services   | 21    | <b>SIGLES</b>   | 35    |

N/Réf.108/MDPMEF/cab/01

Abidjan, le 26 février 2006

**NOTE A LA HAUTE ATTENTION  
DE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE**

Objet : Matrice d'actions prioritaires

Le Ministère Délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances a élaboré dans ses domaines de compétence, la Matrice d'Actions Prioritaires pour l'année 2006. Il s'agit d'un outil de mise en cohérence et de visibilité de l'action du ministère conçu autour d'une vision et des objectifs stratégiques. La présente note en explique le contexte, la vision, les enjeux et les objectifs spécifiques, ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi-évaluation.

**1. LE CONTEXTE**

L'avènement du Gouvernement de Transition dans les tout derniers jours de l'année 2005, était un signe fort de la relance du processus politique de résolution de la crise ivoirienne. Au plan économique, l'embellie enregistrée en 2004 devrait se confirmer à la fin de l'année 2005, avec un taux de croissance réelle du PIB de l'ordre 1,6% consécutivement sur ces deux années. Cependant, le début de l'année 2006 est marqué par de fortes incertitudes, liées à l'attaque armée du 2 janvier 2006 et aux manifestations sociales du 16 au 19 janvier 2006, dont les conséquences économiques, financières et sociales ne sont pas encore cernées.

En ce qui concerne les finances publiques, le contexte sociopolitique n'a pas permis de réaliser pleinement les objectifs de recette de l'année 2005, en vue de faire face à la pression sur les dépenses qui demeurent fortes. Les recettes de l'Etat totalisent un niveau de 1507,1 milliards de FCFA, à la fin de l'année 2005 contre une prévision de 1516,7 milliards de FCFA, dégageant ainsi une moins-value de 9,6 milliards de FCFA. Les dépenses, quant à elles, devraient être en dépassement de 127,8 milliards de FCFA, pour se situer à un niveau de réalisation de 1671,3 milliards de FCFA. Le solde budgétaire s'établit à un niveau négatif de -112 milliards de FCFA, soit -1,3% du PIB.

La situation des finances publiques s'est traduite par de fortes tensions au niveau de la trésorerie de l'Etat. En vue de couvrir en partie les besoins de financement de l'Etat en 2005, le Trésor Public a été amené à solliciter à hauteur de 133 milliards de FCFA (hors crédits-relais), le marché financier national et sous régional.

Cependant, la bonne réaction du marché financier n'a pas suffi pour honorer l'ensemble des engagements de l'Etat. Il en résulte en fin d'année 2005, l'accumulation d'importants arriérés de paiements, tant intérieurs qu'extérieurs. Les besoins de financements, pour faire face à l'ensemble des engagements de l'Etat, se situent en fin d'année 2005 à un niveau excessivement élevé de 980,3 milliards de FCFA.

C'est dans ce contexte d'austérité, que le Ministère est appelé à contribuer à la réalisation des grands défis de l'année 2006. Cette situation traduit l'importance des efforts à fournir, notamment en termes de maîtrise de la dépense publique, d'une part, de mobilisation des ressources intérieures et extérieures pour appuyer la mise en œuvre des programmes de sortie de crise, ainsi que l'organisation des élections en octobre 2006.

## **2. UNE VISION**

Le contexte particulier dans lequel vont s'exercer les missions du Ministère impose une forte réactivité, la recherche de l'efficacité en vue de concilier les engagements financiers de l'Etat avec sa capacité de financement propre. Il s'agit pour le Ministère Délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances d'accompagner efficacement le processus de sortie de crise et de normalisation progressive de la situation économique, financière et sociale du pays.

## **3. LES ENJEUX**

Pour la mise en œuvre de la vision à court terme de l'action du ministère, les principaux enjeux à prendre en compte sont les suivants :

- définition et mise en place d'une organisation adaptée à la mission, pour une bonne coordination des services et un suivi efficace de la réalisation des objectifs ;
- sécurisation des ressources de l'Etat, par une coordination de toutes les régies financières, notamment, les Douanes, les Impôts, le Trésor ;
- amélioration de la performance et de la capacité d'innover du département ;
- amélioration des prestations de services et promotion d'une culture de service axée sur les besoins des usagers, des entreprises et de l'administration ;
- mise en œuvre d'une nouvelle approche de l'exercice du contrôle ;
- promotion des nouvelles technologies d'information et de communication comme moyens d'efficacité du service public.

## **4. OBJECTIFS ET AXES STRATEGIQUES**

La matrice d'actions prioritaires vise à accompagner la mise en œuvre des axes d'action du gouvernement, tels qu'ils découlent de la résolution 1633 des Nations Unies, à savoir :

- le désarmement et la réinsertion des personnes illégalement en armes ;
- la réunification du pays ;
- l'identification des personnes ;
- l'organisation des élections présidentielles en octobre 2006.

A cet égard, la matrice devrait permettre au ministère de « s'engager résolument dans la normalisation de la situation socio-économique, en créant les conditions de la reprise à travers la crédibilisation de l'action administrative ». L'engagement s'impose, tant pour nos services que pour leurs usagers, notamment dans un contexte où les appuis financiers extérieurs sont incertains. La rigueur et la discipline budgétaires et l'optimisation du potentiel de ressources internes doivent sous-tendre, à tout instant, l'action du Ministère.

A cet effet, la matrice d'actions prioritaires du Ministère s'articule autour des dix objectifs spécifiques ci-après :

- insuffler un dynamisme au fonctionnement des services ;
- réaffirmer le rôle du ministère dans ses missions de tutelle économique et financière ;
- parachever la réforme comptable et poursuivre la modernisation de certaines procédures administratives et comptables ;
- poursuivre l'œuvre générale de modernisation de l'administration fiscale ;
- poursuivre la promotion d'une communication institutionnelle dynamique en matière fiscale ;
- sécuriser davantage les recettes douanières ;
- renforcer l'efficacité du cadre de suivi de l'activité économique et financière ;
- assurer la viabilité et l'efficacité des mécanismes d'actions financiers ;
- sécuriser davantage l'environnement des affaires ;
- finaliser les grands dossiers en attente.

## **5. MISE EN ŒUVRE ET SUIVI-EVALUATION**

Les services concernés du Ministère contribueront à la réalisation de ces objectifs, en mettant en œuvre les actions relevant de leurs compétences respectives. Dans sa phase de mise en œuvre, la matrice constituera un tableau de bord de suivi de l'action du Ministère, faisant l'objet d'évaluation périodique, à travers des rapports d'activités trimestriels ou mensuels, élaborés par les différents services du Ministère. La coordination du suivi incombera à l'équipe du cabinet, avec l'implication effective de toutes les structures concernées.

*Le Ministre Délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances*

**Charles Koffi DIBY**



---

## NOTE DE PRESENTATION

---

Du point de vue de la présentation, un plan d'action ou une matrice peut revêtir plusieurs formes. Tout dépend des choix opérés et des objectifs poursuivis. La présentation par grille, sous la forme adoptée, semble correspondre le mieux aux attentes de concision et de précision qui ont guidé la conception du document, surtout qu'elle contient toutes les rubriques de la Matrice des Actions du Gouvernement (MAG) auxquelles nous ajoutons « l'impact attendu ».

Au niveau de la méthode, malgré les délais dans lesquels nous sommes enfermés et sur lesquels nous ne saurions revenir, nous avons privilégié l'approche participative qui a consisté à proposer aux services techniques, un canevas minimal aux fins d'enrichissement.

Il ne s'agissait pas de faire une compilation des plans d'actions sectoriels des différents services du Ministère, encore moins de dégager les grands axes d'évolution des activités pour les années à venir. En somme, il ne s'agissait pas de rédiger le document d'orientation générale du Ministère Délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances.

Dans l'urgence, il fallait adosser l'action administrative à une méthode, à un plan si simple soit-il, pour éviter d'évoluer en revenant chaque jour, sur les préoccupations de la veille.

Les présentations futures s'emploieront à corriger les éventuelles insuffisances et lacunes qui seront relevées dans le présent document. A cet effet, toutes les observations et critiques, tant sur la forme que sur le fond, seront d'un apport appréciable. Dans ce premier exercice, la priorité était de couvrir l'essentiel des domaines du Département, pour marquer la convergence qui doit guider la quête des résultats.

De ce qui suit, il apparaît la nécessité de faire une présentation succincte de la grille pour une meilleure compréhension.

### 1- De gauche à droite, la grille compte 7 colonnes :

- la première colonne énumère les actions à mener ;
- la deuxième et la troisième sont les sous-colonnes d'une colonne, qui désigne le service qui a la charge de l'action ;
- la quatrième colonne fixe la date butoir de réalisation de l'action ;
- la cinquième colonne met en évidence les impacts attendus de la réalisation des actions ;
- la sixième colonne ou « moyens de vérification » permet d'apporter la preuve matérielle et/ou juridique de la réalisation de l'action ;
- la septième et dernière colonne fixe le barème de notation des actions.

Sur le point de la notation des actions, il est important d'indiquer que la présente matrice n'est pas élaborée « pour mémoire » ou « pour ordre ». Ce n'est pas un catalogue de bonnes intentions. Des équipes du Ministère, conduites par l'Inspection Générale des Finances, feront le tour des services pour procéder, le moment venu, à l'évaluation sur place et sur pièces, du niveau d'exécution des actions.

Les dates précises des évaluations seront confirmées par courriers mais, d'ores et déjà, il est important d'indiquer qu'il y aura deux passages ; le premier à fin juin et le second à fin septembre.

**2- De haut en bas gauche, la grille décline en lignes, les actions concrètes à mener, le nombre de lignes étant fonction de la pluralité d'actions imputées à une structure donnée.**

A ce niveau, il convient de rappeler que, dans sa conception, la matrice est intégrée. Il n'y a pas une partie exclusivement réservée à tel service ou à tel autre.

L'approche utilisée dans la présentation des actions est une approche, par activité et non une approche par organe. Il est évident que certains services se retrouveront plus facilement dans certaines actions à mener, à cause de l'objet, de la terminologie technique utilisée. Toutefois, il serait une erreur de répertorier les actions qui semblent dévolues à tel ou tel service, pour ne traiter que celle-là exclusivement. Un tel examen de la matrice conduirait à oublier les actions d'ordre, qui ressortissent à l'ensemble des services.

La présente matrice doit être considérée comme le dénominateur commun, pour accroître l'efficacité d'ensemble en vue de rendre plus performant et plus lisible, l'action du Ministère et des services. Il s'agit donc d'un travail itératif, un va et vient permanent entre les plans d'actions spécifiques, et la volonté affichée d'avoir une vision d'ensemble.

---

## INTRODUCTION

---

Dans la recherche des solutions à la crise socio-politique que vit la Côte d'Ivoire, depuis le 19 septembre 2002, la médiation africaine et l'ONU ont préconisé la nomination d'un nouveau Premier Ministre « acceptable pour tous », pour accélérer le processus de normalisation de la vie nationale.

Le choix des différents acteurs politiques s'est porté, sur la personne du Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Charles KONAN BANNY. Celui-ci a formé son Gouvernement, le 28 décembre 2005. Au sein de cette nouvelle équipe, la responsabilité de Ministère Délégué chargé de l'Economie et des Finances nous a été confiée, le Premier Ministre assurant les fonctions de Ministre de l'Economie et des Finances.

Ce gouvernement que le Premier Ministre appelle « gouvernement de mission », a un objectif focal : ramener la paix en Côte d'Ivoire.

Il s'agit donc d'un gouvernement astreint à une obligation de résultat.

Pour mémoire, les grands axes d'action de cette équipe, tels que fixés par la résolution 1633 de l'ONU, se présentent comme suit :

- 1/ désarmement et réinsertion des personnes illégalement en armes ;
- 2/ réunification du pays ;
- 3/ identification des personnes ;
- 4/ organisation des élections présidentielles en octobre 2006.

En tant que Ministre Délégué chargé de l'Economie et des Fiances, sous la haute autorité de son Excellence Monsieur le Premier Ministre, nous nous sommes instruits, dans l'accomplissement des objectifs du gouvernement, d'accompagner le processus en créant, les conditions de la normalisation de la vie économique et financière.

Cette mission traduit la formulation de l'objectif général de la présente matrice : « Nous engager résolument dans la normalisation de la situation socio-économique, en créant les conditions de la reprise à travers la crédibilisation de l'action administrative ».

Cet objectif général est décliné en dix (10) objectifs spécifiques qui embrassent, pour l'essentiel, le champ de compétence des services du Ministère Délégué chargé de l'Economie et des Finances et des établissements sous tutelle :

- Objectif spécifique 1 : Insuffler un dynamisme au fonctionnement des services
- Objectif spécifique 2 : Réaffirmer la tutelle économique et financière
- Objectif spécifique 3 : Parachever la réforme comptable, poursuivre la modernisation de certaines procédures administratives et comptables
- Objectif spécifique 4.1 : Poursuivre l'œuvre générale de modernisation de l'administration fiscale
- Objectif spécifique 4.2 : Poursuivre la promotion d'une communication dynamique en matière fiscale

- Objectif spécifique 5 : Sécuriser davantage les recettes douanières
- Objectif spécifique 6 : Renforcer l'efficacité du rôle du Budget de l'Etat
- Objectif spécifique 7 : Garantir le cadre de suivi de l'activité économique et financière
- Objectif spécifique 8 : Assurer la viabilité et l'efficacité des mécanismes d'actions financiers
- Objectif spécifique 9 : Sécuriser davantage l'environnement des affaires
- Objectif spécifique 10 : Finaliser les grands dossiers en attente.

La description des actions à mener, qui s'ensuit, est présentée au travers d'une matrice elle-même adossée à un barème de notation.

## I- L'ENGAGEMENT DES PERSONNELS ET DES SERVICES DANS LA NORMALISATION DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE

Depuis son indépendance et même avant, la Côte d'Ivoire a connu des moments difficiles. Toutefois, les ivoiriens et les observateurs avisés s'accordent pour dire que, depuis le déclenchement de la crise socio politico-militaire du 19 septembre 2002, c'est bien la première fois que notre pays affronte de tels moments d'incertitude.

Il va sans dire que, à quelque niveau de la société où il se situe, chaque habitant de ce pays détient une partie, aussi infime soit-elle, de la solution globale qui doit nous apporter la paix. Si cette assertion est vraie pour l'ensemble des ivoiriens et ivoiriennes, elle l'est encore plus pour les agents publics que nous sommes, qui plus est, ont en charge la politique économique et financière de l'Etat.

Il importe donc, tout en poursuivant nos objectifs de performances et de réalisation des missions assignées à nos structures, de reconsidérer nos rapports à nos collègues, à nos chefs et à nos collaborateurs.

### A- Pour une approche « humaniste » dans la gestion du personnel et le réarmement psychologique des effectifs

L'on a coutume de dire « *que si l'on est obligé de travailler ensemble, l'on n'est pas obligé de s'aimer* ». Ne pouvons-nous pas proposer de dire : « *parce que nous sommes obligés de travailler ensemble, apprenons à nous aimer* » ?

Telle est la trame des actions prévues, en ce qui concerne le management des ressources humaines. Il nous est suggéré de créer un environnement convivial, d'instaurer la justice et l'équité dans la gestion de la carrière de nos collaborateurs. En pratique, cela revient à essayer de nouveaux mécanismes de gestion des bases de données relatives au personnel et au profil de carrière.

Ici, se pose l'incontournable question du redéploiement des effectifs et de la reprise des activités à la fin de la crise. Chaque responsable est invité à affiner un plan opérationnel, dans lequel des mécanismes seront arrêtés pour assurer un redéploiement réussi des services à la fin de la crise.

### B- La poursuite des réformes comme levain d'un second souffle dans le fonctionnement des services

Des chantiers de réformes sont en cours dans presque tous les services : l'Inspection Générale des Finances, le Trésor Public, les Impôts, la Douane, le Budget, la Direction Générale de l'Economie, la SNDI, le FDFP, la CNCE, la LONACI, la BHCI, la BNI, etc. Il est essentiel de poursuivre et d'achever ces chantiers. En réalité, aucune de ces réformes n'est fortuite. Toutes répondent à un même constat : nos services doivent faire leur mue. 46 ans, c'est presque un demi-siècle de vie pour nos structures administratives qui présentent des signes de dépassement et d'essoufflement.

Il nous est demandé de poser le diagnostic sans complaisance et de repartir sur de nouvelles bases. Nous sommes en train d'allier, l'accomplissement des missions régaliennes exclusives, aux missions d'acteurs de développement des administrations publiques et parapubliques.

A cet effet, l'action administrative doit changer de texture. En somme, nous devons créer les conditions de la reprise en crédibilisant l'action administrative.

## **II- LA CREATION DES CONDITIONS DE LA REPRISE PAR LA CREDIBILISATION DE L'ACTION ADMINISTRATIVE**

L'action doit se moderniser. L'administration ne peut plus évoluer en vase clos. Il ne s'agit plus seulement de communiquer, encore faudrait-il bien communiquer. Nous devons imprimer la transparence, la qualité à toutes nos actions parce que nous n'avons rien à cacher.

### **A- S'ouvrir et communiquer en toute transparence**

La première réalité à prendre en compte, dans la réorientation des politiques de communication des services, est le caractère professionnel de la matière. Il s'agit d'un domaine bien organisé, structuré, gouverné par des règles et méthodes précises. Aussi, conviendrait-il, au niveau de nos différents services, de privilégier une communication institutionnelle articulée.

Il serait indiqué, pour les responsables, de désigner des porte-paroles qui agiraient au nom des différents services. Cette approche a l'avantage de donner le recul nécessaire au premier responsable pour monter, en temps opportun, au créneau, en vue de trancher les questions qui requéraient son autorité.

Au final, nous lançons à nos services une invite à s'ouvrir et à exposer leurs réalisations. Il est nécessaire de définir un cadre cohérent, pour porter la vraie information aux partenaires dont l'action est souvent commandée par notre attitude.

### **B- Rassurer les partenaires en favorisant l'approche consensuelle dans la prise des décisions majeures**

Pour être efficace, l'action administrative ne peut plus être autoritaire. Elle a besoin d'être consensuelle, d'être partagée par toutes les parties prenantes.

Cette nécessité fonde aussi l'intérêt que nous avons, à rechercher la collaboration des partenaires au développement dont l'appui à nos initiatives s'apprécie mieux, dans le contexte de crise qui est le nôtre depuis quatre ans.

Il est donc important, tout en soignant nos relations avec les établissements financiers et bancaires locaux, de veiller à la production des données, agrégats et autres ratios de croissance et de mettre en œuvre les réformes structurelles qui nous permettraient de renouer plus aisément avec les principaux bailleurs multilatéraux et bilatéraux.

Il est aussi essentiel d'indiquer que nos services doivent apporter leur appui, à la sécurisation accrue de l'environnement des affaires et du cadre juridique des investissements, sans omettre de réserver une suite diligente aux « grands » dossiers de l'heure

---

### III - LE TABLEAU SYNOPTIQUE DES OBJECTIFS SPECIFIQUES A REALISER

---

## OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : INSUFFLER UN DYNAMISME AU FONCTIONNEMENT DES SERVICES

### 1.1 - AFFIRMATION CLAIRE DE L'ARTICULATION INSTITUTIONNELLE ET HIERARCHIQUE DES SERVICES

| ACTIONS A MENER  | STRUCTURES RESPONSABLES |           | DATES BUTOIR | IMPACTS ATTENDUS   | MOYENS DE VERIFICATION  | BAREME |
|--|-------------------------|-----------|--------------|--|---|--------|
|  | Pincipales              | Associées |              |  |   | %      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Institution de réunions périodiques de Comité de Direction</li> </ul> | Tous services           |           | 15 mars      | <ul style="list-style-type: none"> <li>Synchronisation et harmonisation de la gestion</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation des PV de réunions</li> </ul> | 100    |

### 1.2 - RATIONALISATION ET AMELIORATION DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

|   |               |               |            |   |   |    |
|---|---------------|---------------|------------|---|---|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Désignation d'un responsable de la communication, porte-parole de chaque structure et création d'un service opérationnel</li> <li>Création d'un Intranet et d'un site portail pour le MDPMEF</li> <li>Création des sites Internet dans les services et intégration dans le site portail</li> <li>Conception d'ouvrages didactiques à l'usage des usagers pour vulgariser les procédures et méthodes</li> </ul> | Tous services | Tous services | 25 mars    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Définition d'une politique et d'une ligne communicationnelle harmonisées</li> <li>Ouverture des services sur le monde pour fournir l'information officielle</li> <li>Ouverture des services sur le monde pour fournir l'information officielle</li> <li>Partage de l'information institutionnelle avec toutes les parties prenantes</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Acte de création du service, nomination du responsable</li> <li>Preuve de la fonctionnalité du site et diffusion de l'adresse</li> <li>Preuve de la fonctionnalité des sites et diffusion des adresses</li> <li>Présentation des publications réalisées</li> </ul> | 20 |
|   | SNDI          |               | 30 avril   |   |   | 20 |
|   | Tous services |               | 31 juillet |   |   | 20 |
|   |               |               |            |   |   | 40 |

### 1.3 - MOBILISATION DES PERSONNELS AUTOUR DE L'IDEAL D'APPARTENANCE A UNE ADMINISTRATION PRESTIGIEUSE

|   |      |               |            |  |   |    |
|---|------|---------------|------------|--|---|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Elaboration d'un fichier général du personnel repart par structure</li> <li>Coordination intégrée des actions d'investissement</li> <li>Conduite de missions dans les services pour s'assurer de la qualité des prestations et de l'accueil</li> <li>Suivi de la mise en œuvre d'une politique sociale et d'une gestion de proximité pour obtenir l'adhésion de la base</li> <li>Intensification des missions d'audit et de contrôle conformément au programme 2006</li> </ul> | DAAF | Tous services | 30 juin    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Maîtrise des effectifs et suivi des mouvements du personnel</li> <li>Synchronisation des travaux de construction et de réhabilitation</li> </ul>          | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production du document récapitulatif des personnels du Ministère</li> <li>Elaboration d'un cahier général des travaux exécutés par les services du Ministère</li> <li>Production d'un rapport d'orientation</li> </ul> | 25 |
|   | DAAF |               | 31 juillet |  |   | 15 |
|   | IGF  | Tous services | 15 mars    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Etat des lieux</li> <li>Amélioration de la rentabilité par une meilleure implication des agents</li> <li>Labellisation du travail des services</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Preuve des changements de comportement</li> <li>Présentation de l'état des missions réalisées</li> </ul>   | 25 |
|   |      |               | 15 mars    |  |   | 20 |
|   |      |               | 30 juin    |  |   | 15 |
|   |      |               |            |  |   |    |

### 1.4 - INTRODUCTION D'UNE PLUS GRANDE TRANSPARENCE DANS LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

|  |                    |               |         |  |   |    |
|--|--------------------|---------------|---------|--|---|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Informatisation de la gestion des ressources humaines</li> <li>Harmonisation du fichier du personnel du Ministère avec ceux des "grandes" structures et services sous tutelle</li> <li>Elaboration de codes de conduite des agents</li> <li>Elaboration de plans de carrière et institution des Commissions de proposition de nomination</li> <li>Elaboration d'un schéma de redéploiement du personnel après la crise</li> </ul> | DAAF               | Tous services | 31 mai  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Maîtrise des effectifs pour un meilleur suivi des carrières</li> <li>Meilleur suivi des mouvements internes et externes du personnel</li> <li>Evolution vers une administration d'élite</li> <li>Sécurisation de la carrière des personnels par l'instauration de la transparence dans les promotions</li> <li>Garantie d'une reprise efficace des activités</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation du logiciel de gestion du personnel</li> <li>Preuve de l'intégration des fichiers</li> <li>Présentation du code spécifique</li> <li>Acte de création de la commission et effectivité de son fonctionnement</li> <li>Production du schéma</li> </ul> | 15 |
|  |                    | Tous services | 30 juin |  |   | 15 |
|  | MFPERA<br>Dir. CAB |               | 31 mars |  |   | 20 |
|  | 31 mai             |               | 25      |  |   |    |
|  | CAB                | 15 avril      | 25      |  |   |    |

|                 |  |  |  |  |  |     |
|-----------------|--|--|--|--|--|-----|
| TOTAL (moyenne) |  |  |  |  |  | 100 |
|-----------------|--|--|--|--|--|-----|

## OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : REAFFIRMER LA TUTELLE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

### 2.1 - AMELIORATION DU FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

| ACTIONS A MENER  | STRUCTURES RESPONSABLES |           | DATES BUTOIR | IMPACTS ATTENDUS  | MOYENS DE VERIFICATION   | BAREME  |    |
|--|-------------------------|-----------|--------------|---|--|---------|----|
|  | Pincipales              | Associées |              |   |  | %       |    |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise à jour des situations monétaires et bancaires</li> <li>Elaboration de la stratégie nationale de la micro finance</li> <li>Organisation d'un séminaire sur la réduction des coûts du crédit et l'amélioration de l'accès</li> </ul> | DGTCP                   | BCEAO     | 31 mars      | <ul style="list-style-type: none"> <li>Avoir à tout moment une bonne lisibilité de la situation financière du pays</li> <li>Promotion de la micro finance dans le cadre d'un environnement assaini</li> <li>Lutte contre la pauvreté</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Vérification de la disponibilité de l'information</li> <li>Présentation du document de stratégie</li> <li>Constat de la tenue du séminaire et production des actes</li> </ul> | 50      |    |
|  |                         |           |              |   |  | 31 mars | 25 |
|  | DGE/DGTCP               |           |              |   |  | 31 mai  | 25 |

### 2.2 - ETUDE DE L'EFFICIENCE DES INSTRUMENTS DE GESTION DE LA TRESORERIE

|   |           |                |         |   |  |     |
|---|-----------|----------------|---------|---|--|-----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Etude de l'impact, en terme de taux d'intérêt payés ou de coût des instruments de gestion de la trésorerie (crédits-bails, bons de trésor, liquidation des OC, anticipations du DUS) sur les trois dernières années</li> </ul> | DGE/DGTCP | BNI<br>APBEFCI | 15-mars | <ul style="list-style-type: none"> <li>Propositions de solutions alternatives pour conforter la trésorerie</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Vérification de l'opérationnalité des solutions de contournement</li> </ul> | 100 |
|---|-----------|----------------|---------|---|--|-----|

### 2.3 - AMELIORATION DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

|   |              |   |         |  |   |    |
|---|--------------|---|---------|--|---|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Elaboration d'une étude de faisabilité de contrats-plans avec les entités dans lesquelles l'Etat détient des participations</li> <li>Etude de la conformité des dispositions de l'OHADA avec la possibilité de nommer des Contrôleurs de gestion lorsque l'Etat est actionnaire majoritaire</li> <li>Organisation d'une mission en France</li> </ul> | DGE<br>DGTCP | DGE<br>DGBF/Direction<br>des Participations | 31 mars | <ul style="list-style-type: none"> <li>Maîtrise du portefeuille de l'Etat en vue de conforter la trésorerie publique</li> <li>Garantie des intérêts de l'Etat dans le respect des traités et conventions internationaux</li> <li>Création, à terme, du corps des Contrôleurs de gestion dans l'administration</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Preuve de la réalisation de l'étude</li> <li>Preuve de la réalisation de l'étude et des voies préconisées pour exécuter le projet</li> <li>Production du rapport de mission</li> </ul> | 30 |
|   |              |   | 15 mars |  |   | 45 |
|   |              |   | 31 mars |  |   | 25 |

### 2.4 POINT DE LA SITUATION DES PARTICIPATIONS DE L'ETAT

|  |         |      |          |  |   |    |
|--|---------|------|----------|--|---|----|
| <b>Secteur électrique</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Création et mise en œuvre des quatre fonds prévus dans l'avenant du contrat avec la CIE</li> <li>Création et mise en place du comité de gestion</li> <li>Nomination de l'Administrateur de l'Etat au sein du conseil d'administration de la CIE</li> </ul> <b>Secteur sucrier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Participation à la restructuration de SUCAF et de SUCRIVOIRE</li> </ul> <b>Secteur oléagineux</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Finalisation de la restructuration financière de PALM-CI et de PALMAFRIQUE</li> </ul> | DGE/BNI | DGBF | 31 mars  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Garantie d'une meilleure gestion des flux et des investissements dans le secteur</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation des actes et des rapports d'activités</li> </ul>          | 50 |
|  |         |      | 30 avril | <ul style="list-style-type: none"> <li>Assainissement de la situation financière et protection des emplois</li> </ul>                | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation du document d'achèvement de la restructuration</li> </ul> | 25 |
|  |         |      | 30 avril | <ul style="list-style-type: none"> <li>Assainissement de la situation financière de la PALM-CI pour préserver les emplois</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation du document d'achèvement de la restructuration</li> </ul> | 25 |

### 2.5 MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE SUR L'OPTIMISATION DU PORTEFEUILLE TENU A YAMOOUSSOUKRO EN DECEMBRE 2001

|   |     |         |         |  |   |     |
|---|-----|---------|---------|--|---|-----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Adoption et signature des projets de textes</li> </ul> | DGE | DGE/DPP | 31 mars | <ul style="list-style-type: none"> <li>Optimisation du portefeuille de l'Etat</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation des différents textes signés</li> </ul> | 100 |
|---|-----|---------|---------|--|---|-----|

|                        |  |  |  |  |  |            |
|------------------------|--|--|--|--|--|------------|
| <b>TOTAL (moyenne)</b> |  |  |  |  |  | <b>100</b> |
|------------------------|--|--|--|--|--|------------|

## OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : PARACHEVER LA REFORME COMPTABLE, POURSUIVRE LA MODERNISATION DE CERTAINES PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

### 3.1 - OPERATIONNALISATION DU PROGICIEL ASTER ET POURSUITE DES REFORMES COMPTABLES

| ACTIONS A MENER   | STRUCTURES RESPONSABLES |             | DATES BUTOIR | IMPACTS ATTENDUS   | MOYENS DE VERIFICATION  | BAREME |
|---|-------------------------|-------------|--------------|--|---|--------|
|   | Pincipales              | Associées   |              |  |   | %      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Finalisation du dénouement des recettes pour une meilleure intégration</li> <li>Instruction des Comptables publics à la production d'un état d'exécution trimestriel du budget</li> <li>Elaboration d'un projet de loi portant statut du comptable public</li> </ul> | DGTCP                   | DGBF<br>DGI | 28 février   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production dans les délais de la comptabilité de l'Etat</li> <li>Garantie de la fiabilité des données statistiques</li> <li>Sécurisation/valorisation de la fonction de comptable public</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production de la balance comptable et du CGAF</li> <li>Présentation des états</li> <li>Présentation du projet</li> </ul> | 50     |
|   |                         |             | 31 mars      |  |   | 25     |
|   |                         |             |              |  |   | 25     |

### 3.2 ACHEVEMENT DE LA MODERNISATION DE CERTAINES PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

|  |       |            |            |  |  |   |   |        |
|--|-------|------------|------------|--|--|---|---|--------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Finalisation du dossier des régisseurs et caissiers auprès des Payeurs à l'Etranger</li> <li>Introduction de plus de transparence dans le règlement des factures pour éviter les récriminations des fournisseurs</li> <li>Création d'une catégorie "sui generis" des Comptables Publics auprès des projets</li> <li>Retour à la notion originelle de la régie d'avances</li> <li>Elaboration d'un répertoire unique des régies d'avances, de recettes et des régies des projets</li> <li>Création de la Paierie aux Armées (y compris Police, Eaux et forêts, etc.)</li> <li>Constitution effective des cautionnements comptables et autres garanties de fonction</li> <li>Reprise des discussions avec les dépositaires obligés</li> </ul> | DGTCP | Minist. AE | 15 mars    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de l'efficacité des postes comptables l'Etranger</li> <li>Crédibilisation de la gestion des fonds publics</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Preuve de la nomination et de l'installation effective</li> <li>Tenue d'une réunion de sensibilisation</li> </ul> | 10  |   |        |
|  |       |            | 28 février |  |  | 20  |   |        |
|  |       |            | 31 mars    |  |  | 10  |   |        |
|  |       |            |            | DGBF/Solde   | 30 mai   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Fixation d'un statut réel aux comptables pour sécuriser leurs opérations</li> <li>Suppression des régies à forte dotation</li> <li>Centralisation de l'ensemble des informations sur les régies</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production de l'acte de création de cette catégorie de comptables publics</li> <li>Preuve de l'atteinte de l'objectif</li> <li>Présentation du document réalisé</li> </ul> | 15     |
|  |       | 30 juin    | 5          |  |  |   |   |        |
|  |       |            |            |  | DGBF/Solde   |   |   | 31 mai |
| 30 juin  | 5     |            |            |  |  |   |   |        |
| 15 mars  | 10    |            |            |  |  |   |   |        |

|                        |  |  |  |  |  |            |
|------------------------|--|--|--|--|--|------------|
| <b>TOTAL (moyenne)</b> |  |  |  |  |  | <b>100</b> |
|------------------------|--|--|--|--|--|------------|

## OBJECTIF SPECIFIQUE 4.1 : POURSUIVRE L'ŒUVRE GENERALE DE L'ADMINISTRATION FISCALE

### 4.1.1 - RENFORCEMENT DES MOYENS DE LA POURSUITE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

| ACTIONS A MENER   | STRUCTURES RESPONSABLES |           | DATES BUTOIR | IMPACTS ATTENDUS  | MOYENS DE VERIFICATION  | BAREME |
|---|-------------------------|-----------|--------------|---|---|--------|
|   | Pincipales              | Associées |              |   |   | %      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuite de l'exécution programme de construction des locaux - recherche de moyens</li> <li>Renforcement des équipements informatiques</li> </ul> | DGI                     |           | Permanent    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Modernisation de l'administration fiscale pour la rendre plus performante</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation du programme, établissant le niveau d'investissement, l'amélioration quantitative et qualitative subséquente</li> </ul> | 50     |
|   |                         |           | Permanent    |   |   | 50     |

### 4.1.2 - RENFORCEMENT DE L'AUTORITE MORALE

|   |     |  |         |   |   |    |
|---|-----|--|---------|---|---|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de l'exploitation des missions d'audits et contrôles internes des services</li> <li>Rapprochement de l'IGSF des services décentralisés</li> </ul> | DGI |  | 31 mars | <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement et valorisation de la fonction</li> <li>Sécurisation accrue des deniers et assistance aux services</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production des résultats d'un sondage auprès des services contrôlés</li> <li>Production de la preuve du rapprochement</li> </ul> | 50 |
|   |     |  | 30 juin |   |   | 50 |

### 4.1.3 - REALISATION D'ETUDES VISANT A PROPOSER DES MESURES DE REFORMES FISCALES

|   |     |  |            |  |   |    |
|---|-----|--|------------|--|---|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la fiscalisation du secteur agricole</li> <li>Réaménagement du code pétrolier et des contrats de partage de production</li> <li>Réaménagement du système d'imposition des biens immobiliers</li> <li>Réforme de l'IGR</li> <li>Réduction du taux de prélèvement de l'impôt BIC</li> <li>Suppression des exonérations de TVA, introduction et mise en place d'un système de remboursement rapide et effectif des crédits de TVA</li> <li>Elaboration de mesures fiscales pour la relance de l'activité économique post-crise</li> </ul> | DGI | Minist. Agro/Intérieur<br>Ministère Energie<br><br>FNISCI; Chb de Cce<br>CGECI<br><br>Associat. Cçants |            | <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement du dispositif fiscal</li> <li>Amélioration de l'application du système déclaratif</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production des nouvelles mesures</li> <li>Présentation du nouveau dispositif</li> <li>Production du nouveau système</li> <li>Présentation de la mesure de réforme</li> <li>Présentation du texte instituant le nouv. Taux</li> <li>Preuve du lancement de la nouvelle pratique</li> <li>Présentation du catalogue de mesures arrêtées</li> </ul> | 10 |
|   |     |  | 30 juin    |  |   | 20 |
|   |     |  | 31 mars    |  |   | 10 |
|   |     |  | 28 février |  |   | 15 |
|   |     |  |            |  | 25  |    |

### 4.1.4 - AMELIORATION DE LA GESTION DE L'IMPOT

|   |     |            |           |  |  |    |
|---|-----|------------|-----------|--|--|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Extension de l'immatriculation à l'ensemble des opérateurs économiques et aux personnes disposant de revenus importants</li> <li>Application de la taxe d'habitation</li> <li>Application de la taxe routière</li> </ul> | DGI | CIE<br>MIE | Permanent | <ul style="list-style-type: none"> <li>Optimisation du rendement de l'impôt</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation du dossier de ces mesures complémentaires</li> <li>Preuve de la mise en œuvre</li> </ul> | 70 |
|   |     |            | 31 mars   |  |  | 15 |
|   |     |            |           |  |  | 15 |

## OBJECTIF SPECIFIQUE 4.2 : POURSUIVRE LA PROMOTION D'UNE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE DYNAMIQUE EN MATIERE FISCALE

### 4.2.1 - RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION INTERNE

| ACTIONS A MENER   | STRUCTURES RESPONSABLES |           | DATES BUTOIR | IMPACTS ATTENDUS   | MOYENS DE VERIFICATION  | BAREME |
|---|-------------------------|-----------|--------------|--|---|--------|
|   | Pincipales              | Associées |              |  |   | %      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation des agents à l'accueil et à l'écoute des contribuables</li> <li>Développement de l'Intranet</li> </ul> | DGI                     |           | Permanent    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration des relations avec les contribuables</li> <li>Amélioration des liaisons fonctionnelles internes</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Test d'opinion d'un échantillon de contribuables</li> <li>Preuve de l'interconnexion des services</li> </ul> | 50     |
|   |                         |           | 31 juillet   |  |   | 50     |

### 4.2.2 - POURSUITE DE LA PROMOTION DU CIVISME FISCAL

|  |     |   |           |   |   |    |
|--|-----|---|-----------|---|---|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Renouvellement des supports de sensibilisation</li> <li>Production d'un téléfilm sur la fraude fiscale à la TVA</li> <li>Introduction de l'enseignement du civisme fiscal dans les programmes scolaires</li> <li>Promotion de l'informatique comme moyen de gestion et d'information des contribuables</li> <li>Poursuite des efforts d'application de la facture normalisée</li> </ul> | DGI | Ministère<br>Communicat.<br><br>MEN<br>RTI<br>FNISCI<br>CGECI | 31 mars   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Inculcation progressive de la culture de l'impôt aux citoyens</li> <li>Amélioration de la qualité du service</li> <li>Modernisation de l'économie</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Evaluation de la portée par un sondage</li> <li>Vérification de l'effectivité de la mesure dans les programmes d'enseignement</li> <li>Présentation du site de consultation</li> <li>Production d'un rapport d'évaluation de la mise en œuvre</li> </ul> | 20 |
|  |     |   | 31 mai    |   |   | 30 |
|  |     |   | Permanent |   |   | 25 |
|  |     |   |           |   |   | 25 |

### 4.2.3 - MAINTIEN DU DIALOGUE AVEC LES PARTENAIRES

|  |     |                                      |            |  |   |    |
|--|-----|--------------------------------------|------------|--|---|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation d'un séminaire avec le secteur privé sur les mesures fiscales post-crise</li> <li>Animation du cadre de concertation permanente DGI/Secteur privé</li> </ul> | DGI | FNISCI;<br>CGECI<br>Associat. Cçants | 20 février | <ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêt de dispositions consensuelles</li> <li>Garantie de la fluidité dans les rapports</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production des actes du séminaire</li> <li>Production des décisions de création</li> </ul> | 50 |
|  |     |                                      | Permanent  |  |   | 50 |

### 4.2.4 - DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DES RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS CENTRALES ET LES COLLECTIVITES LOCALES

|  |     |  |                      |   |   |          |
|--|-----|--|----------------------|---|---|----------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'un cadre d'échange entre services informatiques des Régies financières</li> <li>Intensification de la collaboration avec le Trésor, la Douane et les autres services publics (Ministères)</li> <li>Formalisation des relations avec les Ministères techniques partenaires</li> <li>Organisation d'un séminaire avec les Magistrats</li> <li>Poursuite de la mise en œuvre des actions concertées avec les élus locaux</li> </ul> | DGI |  | Permanent            | <ul style="list-style-type: none"> <li>Levée des blocages pour une plus grande efficacité des services</li> <li>Garantie de l'efficacité de l'action administrative</li> <li>Clarification des relations interservices pour plus d'efficacité</li> <li>Mise à disposition de l'information fiscale vraie</li> <li>Garantie d'une appropriation facile des mesures fiscales par les communautés</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation des mécanismes d'échange</li> <li>Présentation du cadre formel de collaboration et procès-verbaux de réunions</li> <li>Présentation du cadre formel de collaboration</li> <li>Présentation du calendrier des rencontres</li> <li>Production des conventions de coopération</li> </ul> | 25       |
|  |     |  | Permanent            |   |   | 10       |
|  |     |  | 30 avril             |   |   | 20       |
|  |     |  | 31 mars<br>Permanent |   |   | 30<br>15 |

### 4.2.5 - RENFORCEMENT DE LA COOPERATION SOUS REGIONALE ET INTERNATIONALE

|  |     |   |          |   |   |     |
|--|-----|---|----------|---|---|-----|
| Signature des conventions déjà négociées | DGI | Ministère des Finances du Liban et du Maroc | 30 avril | Renforcement de la coopération avec les pays concernés en matière d'assistance administrative | Production des conventions de coopération | 100 |
|--|-----|---|----------|---|---|-----|

|                 |  |  |  |  |  |     |
|-----------------|--|--|--|--|--|-----|
| TOTAL (moyenne) |  |  |  |  |  | 100 |
|-----------------|--|--|--|--|--|-----|

## OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : SECURISER DAVANTAGE LES RECETTES DOUANIERES

### 5.1 - ETABLISSEMENT DE L'ETAT DES LIEUX DE L'ORGANISATION DES POSTES DOUANIERS

| ACTIONS A MENER  | STRUCTURES RESPONSABLES |           | DATES BUTOIR | IMPACTS ATTENDUS  | MOYENS DE VERIFICATION   | BAREME |
|--|-------------------------|-----------|--------------|---|--|--------|
|  | Pincipales              | Associées |              |   |  | %      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Affirmation du statut comptable des postes douaniers et régularisation de la nomination des chefs de postes</li> <li>Reconstruction des casernes et postes frontaliers</li> </ul> | DGD                     | DGTCP     | 30 mars      | <ul style="list-style-type: none"> <li>Sécurisation des fonctions et des deniers</li> <li>Amélioration du cadre de travail</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production des actes de création et de nomination</li> <li>Production du programme</li> </ul> | 50     |
|  |                         |           | Permanent    |   |  | 50     |

### 5.2 - POURSUITE DE L'EFFORT DE TRANSPARENCE

|   |     |                              |  |   |   |    |
|---|-----|------------------------------|--|---|---|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Edition d'un guide simplifié des procédures et tarifications douanières à l'usage du public</li> <li>Réalisation sur Internet d'une calculatrice et d'un fichier valeur</li> <li>Institution d'un système de dédouanement rapide des marchandises à l'aéroport</li> <li>Production du Bon A Enlever en 48 heures</li> <li>Création d'un Guichet Unique pour le dédouanement</li> </ul> | DGD | Min. Transport               | 31 juillet                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Assainissement de l'activité des opérateurs économiques et des auxiliaires (transitaires)</li> <li>Rapidité dans les procédures de dédouanement</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation de l'ouvrage édité</li> <li>Preuve de la réalisation effective</li> </ul> | 75 |
|   |     | DGTCP<br>BCEAO<br>BCC<br>DGI | 31 mars<br>31 mars<br>Permanent<br>31 août |   |   | 25 |

### 5.3 - REDYNAMISATION DE LA FONCTION CONTRÔLE INTERNE

|   |  |  |          |  |  |     |
|---|--|--|----------|--|--|-----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Initiation des Vérificateurs aux NTIC</li> </ul> |  |  | 30 avril | <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des capacités des Vérificateurs</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation du rapport de formation</li> </ul> | 100 |
|---|--|--|----------|--|--|-----|

### 5.4 - SECURISATION DES RECETTES FISCALES

|   |     |                              |          |   |  |    |
|---|-----|------------------------------|----------|---|--|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Automatisation de la gestion des CIVIO (Fiche d'évaluation des véhicules d'occasion)</li> <li>Connexion du Trésor et de la BCEAO au SYDAM et mise en œuvre de la DAI (Déclaration Anticipée d'Importation)</li> <li>Informatisation des formules lancées</li> <li>Contrôle des exportations et des réexportations par les NTIC</li> <li>Garantie du bon fonctionnement de la Division Ecor et du BMSD</li> </ul> | DGD | Min. Transport               | 15 mars  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Sécurisation des recettes douanières sur les véhicules</li> <li>Amélioration de l'assiette fiscale à l'importation et contrôle des remboursements TVA</li> <li>Sécurisation du recouvrement du DUS</li> <li>Sécurisation des recettes à l'importation et remboursement TVA</li> <li>Renforcement de la prise en charge des marchandises et sécuriser l'assiette</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Preuve et démonstration de l'automatisation</li> <li>Preuve de l'interconnexion</li> <li>Preuve de la mécanisation</li> <li>Démonstration de l'utilisation</li> <li>Présentation des actes de la réforme</li> </ul> | 25 |
|   |     | DGTCP<br>BCEAO<br>BCC<br>DGI | 30 avril |   |  | 15 |
|   |     | 15 juin<br>15 juin           | 20<br>20 |   |  |    |
|   |     | Permanent                    | 20       |   |  |    |

### 5.5 - LIQUEFACTION DES EFFETS ET TRAITES REMIS EN GARANTIE

|   |     |       |           |   |  |    |
|---|-----|-------|-----------|---|--|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Gestion optimale des obligations cautionnées</li> <li>Maintien de la mesure d'interdiction des lettres de change</li> <li>Récupération en vue de liquéfaction, des lettres de change détenues par l'ACCT pour un assainissement du portefeuille</li> </ul> | DGD | DGTCP | Permanent | <ul style="list-style-type: none"> <li>Viabilisation du portefeuille des OC</li> <li>Sécurisation des rejets d'effets présentés à l'encaissement pour sécuriser la trésorerie</li> <li>Apurement du portefeuille de l'ACCT</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Vérification auprès de l'ACCT de la sûreté des traites remises</li> <li>Vérification de l'absence de perception de nouvelles lettres de change</li> <li>Présentation de l'état du portefeuille (constat)</li> </ul> | 20 |
|   |     |       | Permanent |   |  | 30 |
|   |     |       |           |   |  | 50 |

## OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : SECURISER DAVANTAGE LES RECETTES DOUANIERES (Suite et fin)

### 5.6 - MISE EN ŒUVRE DE MESURES SPECIFIQUES EN VUE DE L'AMELIORATION DES PERFORMANCES

| ACTIONS A MENER   | STRUCTURES RESPONSABLES |           | DATES BUTOIR | IMPACTS ATTENDUS  | MOYENS DE VERIFICATION   | BAREME %   |
|---|-------------------------|-----------|--------------|---|--|------------|
|   | Pincipales              | Associées |              |   |  |            |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition des vedettes</li> <li>Démarrage définitif du scanner</li> <li>Organisation de la Conférence des Directeurs Généraux des Douanes de l'Afrique Centrale et de l'Ouest</li> <li>Acquisition de 4 scanners pour renforcer le cordon douanier</li> <li>Recrutement d'informaticiens, de comptables et de chimistes</li> </ul> | DGD                     |           | 30 mars      | <ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la surveillance des plans d'eau</li> <li>Amélioration et célérité des contrôles</li> <li>Enrichissement mutuel des expériences nationales</li> <li>Renforcement de la lutte contre la fraude et les contrefaçons</li> <li>Amélioration de la prise en charge des marchandises et sécurisation de l'assiette</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Factures et bordereaux de livraison</li> <li>Preuve de la mise en œuvre</li> <li>Présentation des actes et rapports</li> <li>Production des devis estimatifs et des bons de commande</li> <li>Présentation des certificats de prise de service</li> </ul> | 25         |
|   |                         |           | 28 février   |   |  | 20         |
|   |                         |           | 15 juin      |   |  | 15         |
|   |                         |           | 2006-2007    |   |  | 20         |
|   |                         |           | 30 juin      |   |  | 20         |
| <b>TOTAL (moyenne)</b>  |                         |           |              |   |  | <b>100</b> |

## OBJECTIF SPECIFIQUE 6 : RENFORCER L'EFFICACITE DU ROLE DU BUDGET DE L'ETAT

### 6.1 MAITRISE DE LA FONCTION-ACHAT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

| ACTIONS A MENER   | STRUCTURES RESPONSABLES |                                   | DATES BUTOIR              | IMPACTS ATTENDUS   | MOYENS DE VERIFICATION  | BAREME   |
|---|-------------------------|-----------------------------------|---------------------------|--|---|----------|
|   | Pincipales              | Associées                         |                           |  |   | %        |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Production diligente du Budget de l'Etat pour l'année 2006</li> <li>Production de l'état d'exécution trimestriel du budget pour communication en Conseil des Ministres</li> <li>Passation de tous les marchés publics avant fin avril</li> <li>Edition d'un catalogue ou indice de prix de référence pour les achats publics</li> <li>Amélioration de la régulation budgétaire en liaison avec la situation de trésorerie</li> </ul> | DGBF                    | DGBF/CF-CB                        | 25 février<br>Trimestriel | <ul style="list-style-type: none"> <li>Respect des engagements de l'Etat</li> <li>Maîtrise du suivi de l'exécution du Budget</li> </ul>                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>Preuve de la disponibilité du Budget</li> <li>Présentation des états</li> </ul>  | 30       |
|   |                         | DGBF/DMP<br>DPSB<br>DGBF/CF<br>CB | 30 avril<br>15 sept.      | <ul style="list-style-type: none"> <li>Facilitation des engagements et de l'exécution</li> <li>Maîtrise du train de vie des services publics</li> </ul>            | <ul style="list-style-type: none"> <li>Vérif. existence matérielle des marchés</li> <li>Certification de l'existence du catalogue</li> </ul>  | 15<br>25 |
|   |                         | DAAF tous<br>Ministères           | Permanent                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Garantie de la cohérence entre la consommation des crédits budgétaires et le rythme de recouvrement des recettes</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production un état mensuel et modulable de plafonnement des engagements de crédits budgétaires en conformité avec les recouvrements de recettes</li> </ul> | 15       |
|   |                         |                                   |                           |  |   |          |

### 6.2 - MAITRISE DE LA MASSE SALARIALE

|  |      |                           |         |   |  |    |
|--|------|---------------------------|---------|---|--|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Relance du projet fichier unique de référence (FUR) entre la Direction de la Solde et la Fonction Publique</li> <li>Recherche d'une plus grande efficacité de la Direction de la Solde</li> </ul> | DGBF | Ministère                 | 31 mai  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Maîtrise des dépenses de salaire et les effectifs</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production d'un rapport d'avancement</li> </ul> | 50 |
|  | SNDI | Minist. Fonction Publique | 30 juin | <ul style="list-style-type: none"> <li>Maîtrise des dépenses de salaire et les effectifs</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation d'un projet de réforme</li> </ul>  | 50 |

### 6.3 - MAITRISE DES DEPENSES D'ABONNEMENT (eau, électricité, téléphone)

|   |      |                          |         |   |  |     |
|---|------|--------------------------|---------|---|--|-----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Finalisation et mise en œuvre des projets de compensation en cours entre l'Etat et les concessionnaires</li> </ul> | DGBF | CIE, SODECI<br>CI-TELCOM | 31 mars | <ul style="list-style-type: none"> <li>Assainissement des relations financières entre l'Etat et les concessionnaires</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Accords de compensation signés</li> </ul> | 100 |
|---|------|--------------------------|---------|---|--|-----|

### 6.4 - AMELIORATION DE LA GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE DES ENTITES PUBLIQUES ET PARAPUBLIQUES

|   |      |                              |                     |   |   |          |
|---|------|------------------------------|---------------------|---|---|----------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Etablissement de l'état d'avancement du projet d'informatisation de la gestion financière et comptable des EPN: RIC1</li> <li>Proposition de la révision de la loi n° 98-388 sur les EPN et prendre le décret d'application</li> <li>Etude de la faisabilité d'une informatisation de la gestion financière et comptable des Collectivités Territoriales</li> <li>Poursuite de la mise en œuvre du SIGMAP</li> <li>Instauration de missions de suivi-évaluation auprès des DAAF, des Administrateurs de crédits et des Chefs de projets</li> </ul> | DGBF | SNDI<br>DGTCF<br>SNDI<br>DMP | 15 mars             | <ul style="list-style-type: none"> <li>Accélération de la mise en œuvre du projet pour sécuriser davantage les deniers</li> </ul>                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production d'un rapport sur l'avancement du projet</li> </ul>  | 20       |
|   |      |                              | 30-juin             | <ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de l'efficacité du contrôle de la gestion des EPN</li> </ul>                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation des projets de loi et de décret</li> <li>Présentation des termes de référence de l'étude</li> </ul> | 15<br>15 |
|   |      |                              | 30-mars             | <ul style="list-style-type: none"> <li>Garantie d'une bonne gestion financière et comptable des Collectivités Territoriales</li> </ul>            | <ul style="list-style-type: none"> <li>Point de l'avancement</li> </ul>   | 10       |
|   |      |                              | 30-mars<br>30 sept. | <ul style="list-style-type: none"> <li>Sécurisation de la dépense publique</li> <li>Garantie d'une bonne exécution du Budget de l'Etat</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôle au moins la moitié des DAAF et présentation des rapports de mission</li> </ul>                          | 15<br>25 |
|   |      |                              |                     |   |   |          |

### 6.5 - RENFORCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES

|  |      |   |             |   |   |            |
|--|------|---|-------------|---|---|------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Réalisation d'une évaluation trimestrielle de l'exécution du Budget</li> <li>Initiation des Administrateurs de Crédits à la tenue d'une comptabilité administrative</li> <li>Renforcement de l'articulation des réformes budgétaires (SIGFIP) et comptables (ASTER)</li> <li>Application du nouveau Code des Marchés Publics et mise en œuvre des opérations de déconcentration/décentralisation</li> <li>Démarrage effectif du SIGMAP</li> </ul> | DGBF | DAAF Ministères<br><br>Directions Financières Collectivités | Trimestriel | <ul style="list-style-type: none"> <li>Prévention des dérapages dans l'exécution budgétaire</li> <li>Amélioration de la transparence dans la gestion</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation du document d'exécution</li> </ul>                    | 10         |
|  |      |   | 31 juillet  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la transparence dans la gestion</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production d'un manuel de comptabilité administrative</li> </ul>   | 20         |
|  |      |   | 31-mars     | <ul style="list-style-type: none"> <li>Sécurisation des deniers par la responsabilisation accrue des acteurs de la dépense</li> </ul>                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'un Comité de pilotage SIGFIP/ASTER</li> </ul>           | 20         |
|  |      |   | 31-mars     | <ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la transparence dans la gestion des marchés publics</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Preuve de l'application du nouv. Code</li> </ul>                   | 25         |
|  |      |   | 31-mars     | <ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la transparence dans la gestion des marchés publics</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production d'un rapport sur le fonctionnement du SIGMAP</li> </ul> | 25         |
| <b>TOTAL (moyenne)</b>   |      |   |             |   |   | <b>100</b> |

## OBJECTIF SPECIFIQUE 7 : GARANTIR LE CADRE DE SUIVI DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

### 7.1 - PRODUCTION DES AGREGATS SIGNIFICATIFS ET DES DONNEES FINANCIERES

| ACTIONS A MENER   | STRUCTURES RESPONSABLES |           | DATES BUTOIR | IMPACTS ATTENDUS   | MOYENS DE VERIFICATION   | BAREME |
|---|-------------------------|-----------|--------------|--|--|--------|
|   | Pincipales              | Associées |              |  |  | %      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Production balance paiements/balance commerciale</li> <li>Production des données économiques et financières (PIB, PNB, etc.)</li> <li>Confection au mois le mois du TOFE</li> <li>Opérationnalité du CIEF (Centre d'Information Economique et Financière)</li> </ul> | DGE                     | DGTCP     | 30 juin      | <ul style="list-style-type: none"> <li>Garantie d'une bonne lisibilité de "l'état de santé" de l'Economie nationale</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation des différents éléments</li> </ul> | 100    |
|   |                         | DGBF/DGD  | 30 juin      |  |  |        |
|   |                         | DGI/BCEAO | 31 mars      |  |  |        |

### 7.2 - PROMOTION DES ACTIONS DE NORMALISATION DES RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS ET LES AUTRES PARTENAIRES EXTERIEURS

|   |     |                |            |  |  |    |
|---|-----|----------------|------------|--|--|----|
| <b>Les bailleurs de fonds</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réactivation des contacts par courriers en relation avec Monsieur le Ministre</li> <li>Conduite de missions à Washington (BM-FMI), Paris (AFD), Tunis (BAD), etc.</li> <li>Négociation de missions à Abidjan de nos principaux bailleurs et créanciers</li> <li>Organisation d'un séminaire sur la gouvernance des projets</li> </ul> <b>Les autres partenaires</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Achèvement de la réforme des services de promotion économique à l'étranger</li> </ul> | DGE | DGTCP<br>BCEAO | 25 février | <ul style="list-style-type: none"> <li>Sortie de la situation d'isolement économique</li> </ul>                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation des échanges de courriers</li> </ul>                           | 10 |
|   |     |                | 31 mars    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise à niveau de l'Economie nationale</li> </ul>                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>Constat de la réalisation de la mission et des résultats obtenus</li> </ul> | 25 |
|   |     |                | 30 avril   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Rétablissement de la confiance</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Constat de l'arrivée des missions et les assurances données</li> </ul>      | 25 |
|   |     |                | 30 mai     | <ul style="list-style-type: none"> <li>Garantie de l'efficacité dans la gestion des projets pour les rentabiliser</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Constat de la tenue du séminaire et présentation des actes</li> </ul>       | 20 |
|   |     |                | 31 juillet | <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement de la présence économique de la Côte d'Ivoire à l'Etranger</li> </ul>    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Attestation du redéploiement des services</li> </ul>                        | 20 |

### 7.3 - PARTICIPATION A LA SECURISATION DES RESSOURCES DE LA FILIERE CAFE-CACAO ET DU SECTEUR PETROLIER

|   |     |                       |          |   |   |            |
|---|-----|-----------------------|----------|---|---|------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuite de la mise en œuvre des réformes pour rentabiliser la filière café/cacao</li> <li>Mise en place et opérationnalisation des mécanismes d'optimisation des revenus du pétrole</li> </ul> | DGE | Acteurs de la filière | 30 août  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Garantie des entrées de recettes pour les caisses publiques</li> </ul>                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Constat des réformes opérées dans la filière et présentation des textes</li> </ul> | 50         |
|   |     |                       | 30 avril | <ul style="list-style-type: none"> <li>Maximisation de l'impact de la production pétrolière sur l'économie nationale</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation des mécanismes</li> </ul>   | 50         |
| <b>TOTAL (moyenne)</b>  |     |                       |          |   |   | <b>100</b> |

## OBJECTIF SPECIFIQUE 8 : ASSURER LA VIABILITE ET L'EFFICACITE DES MECANISMES D' ACTIONS FINANCIERS

### 8.1 - ACHEVEMENT DU PROJET DE TRANSFORMATION DE LA CECP EN BANQUE

| ACTIONS A MENER  | STRUCTURES RESPONSABLES |           | DATES BUTOIR   | IMPACTS ATTENDUS  | MOYENS DE VERIFICATION   | BAREME |
|--|-------------------------|-----------|----------------|---|--|--------|
|  | Pincipales              | Associées |                |   |  | %      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi de l'inscription du projet à une session prochaine de la Commission Bancaire</li> <li>• Test de mise en conformité, à titre expérimental, des ratios de gestion au cours de l'année 2006</li> </ul> | CECP                    | DGTCP     | 31 mai         | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement du dispositif bancaire national</li> <li>• Test de la capacité de mutation</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation de la situation des diligences accomplies</li> <li>• Comparaison des ratios enregistrés aux normes standard</li> </ul> | 50     |
|  |                         | CB UMOA   | Fin d'exercice |   |  | 50     |

### 8.2 - MISE EN OEUVRE DE MESURES VISANT A ASSURER LA PERENNITE DE LA BHCI

|   |      |                  |            |   |   |    |
|---|------|------------------|------------|---|---|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Finalisation de l'opération de recapitalisation</li> <li>• Elaboration d'une étude à court terme sur les perspectives de redéploiement (création d'agences)</li> </ul> | BHCI | CAB              | 31 juillet | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Consolidation de la situation financière de l'établissement</li> <li>• Amélioration du réseau</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation des résultats obtenus</li> <li>• Présentation du plan de redéploiement</li> </ul> | 60 |
|   |      | CB UMOA<br>DGTCP | 30 mai     |   |   | 40 |

### 8.3 - POURSUITE DES REFORMES ENGAGEES AU NIVEAU DE LA BNI

|   |     |       |         |  |  |    |
|---|-----|-------|---------|--|--|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement du réseau par la poursuite du redéploiement de l'établissement</li> <li>• Poursuite de la modernisation des instruments de transfert de capitaux</li> </ul> | BNI | CAB   | 30 juin | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accentuation de la présence de l'établissement</li> <li>• Modernisation continue et mise à niveau des standards internationaux</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation du plan de redéploiement</li> <li>• Inventaire des instruments utilisés</li> </ul> | 40 |
|   |     | DGTCP |         |  |  | 60 |

### 8.4 - POURSUITE DE LA DYNAMISATION ET DU DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE LA LONACI

|   |        |     |          |   |  |    |
|---|--------|-----|----------|---|--|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Définition des actions à mener pour améliorer l'exploitation</li> <li>• Publication de la liste des bénéficiaires et de la nature des prestations réalisées</li> </ul> | LONACI | CAB | 30 avril | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pérennisation de l'instrument de collecte de l'épargne volontaire en vue de la mettre à la disposition de la communauté</li> <li>• Vulgarisation des efforts de financement</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation du rapport</li> <li>• preuve des publications médias (TV, presse)</li> </ul> | 50 |
|   |        |     | 30 mai   |   |  | 50 |

### 8.5 - FINALISATION DE L'ETUDE DE RESTRUCTURATION ET DE TRANSFORMATION DU FDFP

|  |      |     |         |  |  |     |
|--|------|-----|---------|--|--|-----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Relance et achèvement du processus</li> </ul> | FDFP | CAB | 30 juin | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de l'efficacité de la structure</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation du dossier de réforme</li> </ul> | 100 |
|--|------|-----|---------|--|--|-----|

|                 |  |  |  |  |  |     |
|-----------------|--|--|--|--|--|-----|
| TOTAL (moyenne) |  |  |  |  |  | 100 |
|-----------------|--|--|--|--|--|-----|

## OBJECTIF SPECIFIQUE 9 : SECURISER DAVANTAGE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

### 9.1 - REDUCTION DES INFRACTIONS LIEES AUX NTIC ET NTTI

| ACTIONS A MENER   | STRUCTURES RESPONSABLES |   | DATES BUTOIR | IMPACTS ATTENDUS   | MOYENS DE VERIFICATION  | BAREME |
|---|-------------------------|---|--------------|--|---|--------|
|   | Pincipales              | Associées   |              |  |   | %      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Initiative d'une législation spécifique en Côte d'Ivoire, en relation avec le Ministère de la Justice</li> </ul> | DGTCP<br>APBEFCI        | Ministère Justice<br>Ministère Intérieur/Assurances<br>Ministère Sécurité | 30 juin      | <ul style="list-style-type: none"> <li>Sécurisation de l'environnement économique</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation du projet de loi</li> </ul> | 100    |

### 9.2 - ENGAGEMENT DU DIALOGUE SOCIAL POUR CHERCHER UNE SOLUTION DURABLE AU PHENOMENE DE LA SAISIE DE LA REMUNERATION

|   |            |   |          |   |   |    |
|---|------------|---|----------|---|---|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Réduction du phénomène des usuriers</li> </ul>   | DGBF/Solde | Ministère Sécurité<br>Ministère Education Nat.                        | 31 mars  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Restitution de la dimension réelle du problème en vue d'y apporter une solution</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation d'une communication en Conseil des Ministres</li> </ul>                             | 50 |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Initiative de la création d'une commission interministérielle élargie aux acteurs directs concernés par la question</li> </ul> | DGTCP      | Min. Justice<br>Ministère Sécurité<br>Syndicats<br>Maisons de crédits | 30 avril | <ul style="list-style-type: none"> <li>Réduction de la paupérisation de certaines couches socioprofessionnelles</li> </ul>        | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation de l'acte de création de la commission et les conclusions de ses travaux</li> </ul> | 50 |

### 9.3 - RECHERCHE DES VOIES ET MOYENS POUR REDUIRE LE PHENOMENE DE CHANGE "AU MARCHÉ NOIR"

|  |       |   |                   |   |  |            |
|--|-------|---|-------------------|---|--|------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Conduite d'une campagne de sensibilisation des populations à l'illégalité du phénomène</li> <li>Promotion de la législation sur les infractions au change manuel</li> </ul> | DGTCP | APBEFCI<br>Bureaux de Change manuels<br>Min. Sécurité | 31 mars<br>31 mai | <ul style="list-style-type: none"> <li>Protection des bureaux de change agréés, des emplois et lutte contre le blanchiment</li> <li>Familiarisation des populations avec les dispositions réglementaires</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation du support de la campagne</li> <li>Preuve de l'effort de promotion par une enquête d'impact</li> </ul> | 50<br>50   |
| <b>TOTAL (moyenne)</b>   |       |   |                   |   |  | <b>100</b> |

## OBJECTIF SPECIFIQUE 10 : FINALISER LES GRANDS DOSSIERS EN ATTENTE

### 10.1 - APPLICATION RIGOUREUSE DE LA REGLEMENTATION RELATIVE AUX MISSIONS A L'ETRANGER

| ACTIONS A MENER   | STRUCTURES RESPONSABLES |                              | DATES BUTOIR | IMPACTS ATTENDUS  | MOYENS DE VERIFICATION   | BAREME |
|---|-------------------------|------------------------------|--------------|---|--|--------|
|   | Pincipales              | Associées                    |              |   |  | %      |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Rationalisation des missions à l'étranger</li> </ul> | DGTCF                   | Is Minist/ Dir. CAB<br>DGTCF | 31 mars      | <ul style="list-style-type: none"> <li>Réalisation d'économies d'échelle</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production de la communication</li> </ul> | 100    |

### 10.2 - GESTION DU PROBLEME DES ORDURES MENAGERES

|   |          |   |         |   |  |     |
|---|----------|---|---------|---|--|-----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Finalisation de la mise en œuvre des mesures arrêtées par le Gouvernement</li> </ul> | DGBF/DMP | Ministère<br>Environnement<br>Ministère de<br>la Santé<br>Ministère Intérieur | 15 mars | <ul style="list-style-type: none"> <li>Rétablissement de la salubrité, du lustre d'Abidjan et des autres cités</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Preuve de la création de la commission, constater l'amélioration de la situation</li> </ul> | 100 |
|---|----------|---|---------|---|--|-----|

### 10.3 - SENSIBILISATION DES ORDONNATEURS AU RESPECT DES SEUILS REGLEMENTAIRES DE PASSATION DE MARCHES PUBLICS

|  |          |  |          |  |  |    |
|--|----------|--|----------|--|--|----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Régularisation des marchés en instance et rattrapage des manquements aux procédures</li> <li>Organisation de séances de sensibilisation suivies de courriers de rappel</li> <li>Contrôle de l'observation de la réglementation</li> </ul> | DGBF/DMP | DGTCF  | 30 mars  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Assainissement des comptabilités et maintien de l'orthodoxie</li> <li>Poursuite de l'imprégnation des gestionnaires à la réglementation</li> <li>Suppression des manquements à la réglementation</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Vérification du respect de la réglementation</li> <li>Constat des séances et l'envoi de courriers</li> <li>Présentation des rapports de missions</li> </ul> | 25 |
|  |          | Tous Postes<br>Comptables<br>IGF- DGTCF                    | 30 avril |  |  | 25 |
|  |          | Directions<br>Financières<br>Communes<br>Conseils Généraux | 30 juin  |  |  | 50 |

### 10.4 - EVALUATION DE L'INCIDENCE DE LA CRISE DE JANVIER 2006 EN TERME DE PERTE POUR L'ECONOMIE NATIONALE

|   |     |  |            |  |   |     |
|---|-----|--|------------|--|---|-----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Production d'une étude d'impact</li> </ul> | DGE |  | 28 février | <ul style="list-style-type: none"> <li>Estimation des préjudices mat. et financiers</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation du rapport</li> </ul> | 100 |
|---|-----|--|------------|--|---|-----|

### 10.5 - AMELIORATION DE LA PRODUCTION STATISTIQUE DES FINANCES PUBLIQUES

|   |      |              |         |  |  |     |
|---|------|--------------|---------|--|--|-----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'un comité d'élaboration des lois de règlement</li> </ul> | DGBF | DGTCF<br>DGE | 31 août | <ul style="list-style-type: none"> <li>Production dans les délais les lois de règlement</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation de l'acte de création</li> </ul> | 100 |
|---|------|--------------|---------|--|--|-----|

### 10.6 - AMORCE D'UNE POLITIQUE-QUALITE DANS LES SERVICES

|   |               |                             |        |   |  |     |
|---|---------------|-----------------------------|--------|---|--|-----|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'un Comité-Qualité chargé d'élaborer les termes de référence spécifiques à chaque service</li> </ul> | Tous services | MDPMEF/Dir. CAB<br>Chef CAB | 31 mai | <ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration du rendement</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation de la décision de de création</li> </ul> | 100 |
|---|---------------|-----------------------------|--------|---|--|-----|

|                        |  |  |  |  |  |            |
|------------------------|--|--|--|--|--|------------|
| <b>TOTAL (moyenne)</b> |  |  |  |  |  | <b>100</b> |
|------------------------|--|--|--|--|--|------------|

---

# CONCLUSION

---

Pendant les mois à venir, l'activité des services ne se limitera pas à la mise en œuvre de ce programme. Bien au contraire, dans tous les domaines et dans la gestion du quotidien et des plannings existants, il faudra redoubler d'ardeur. Toutefois, un accent particulier devra être mis sur la réalisation effective des objectifs de cette matrice que nous nous sommes volontairement assignés.

L'élaboration de la matrice a privilégié l'approche par activité à l'approche par organe, de sorte à favoriser l'interaction des services du Département d'une part, et d'autre part, des services du Département et ceux de l'extérieur.

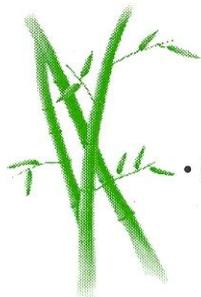
L'un de nos vœux est de réduire les cloisonnements pour faire travailler tous les services en symbiose, dans une harmonie recherchée et une synchronisation parfaite, pour plus d'efficacité.

## SIGLES

|                |   |                 |  |
|----------------|---|-----------------|--|
| <b>ACCT</b>    | Agence Comptable Centrale du Trésor   | <b>CIVO</b>     | Coopérative Ivoirienne des Voitures d'Occasion                   |
| <b>AFD</b>     | Agence Française de Développement   | <b>CNCE</b>     | Caisse Nationale des Caisses d'Epargne                           |
| <b>APEXCI</b>  | Association Professionnelle des Exportateurs de Côte d'Ivoire                         | <b>CF</b>       | Contrôle(ur) Financier   |
| <b>APBEFCI</b> | Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire | <b>CGECI</b>    | Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire          |
| <b>BAD</b>     | Banque Africaine de Développement   | <b>CHEF CAB</b> | Chef de Cabinet  |
| <b>BCEAO</b>   | Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest                                     | <b>CIE</b>      | Compagnie Ivoirienne d'Electricité                               |
| <b>BHCI</b>    | Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire  | <b>CNPRA</b>    | Comité National de Pilotage du Redéploiement de l'Administration |
| <b>BIVO</b>    | Bureau Ivoirien des Voitures d'Occasion   | <b>DAAF</b>     | Direct(eur)ion des Affaires Administratives et Financières       |
| <b>BM</b>      | Banque Mondiale   | <b>DGE</b>      | Direction Générale de l'Economie                                 |
| <b>CAB</b>     | Cabinet du Ministère Délégué chargé de l'Economie et des Finances                     | <b>DGD</b>      | Direction Générale des Douanes                                   |
| <b>CEDEAO</b>  | Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest                               | <b>DGI</b>      | Direction Générale des Impôts                                    |
| <b>CB</b>      | Contrôle(ur) Budgétaire   | <b>DGBF</b>     | Direction Générale du Budget et des Finances                     |
| <b>CB UMOA</b> | Commission Bancaire de l'UMOA (cf. UMOA)  | <b>DGTCP</b>    | Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique      |
| <b>CCF</b>     | Centre Culturel Français  | <b>Dir. CAB</b> | Directeur de Cabinet   |
| <b>CGAF</b>    | Compte Général de l'Administration Financière   | <b>DMP</b>      | Direction des Marchés Publics                                    |
|                |   | <b>DPCE</b>     | Direction de la Prévision et de la Conjoncture Economique        |

|               |   |                |  |
|---------------|---|----------------|--|
| <b>DPSB</b>   | Direction de la Politique et de la Stratégie Budgétaire                           | <b>ONU</b>     | Organisation des Nations Unies                                 |
| <b>DUS</b>    | Droit Unique de Sortie  | <b>PGT</b>     | Paierie Générale du Trésor                                     |
| <b>EPN</b>    | Etablissement Public National   | <b>PIB</b>     | Produit Intérieur Brut   |
| <b>FER</b>    | Fonds d'Entretien Routier   | <b>PNB</b>     | Produit National Brut  |
| <b>FMI</b>    | Fonds Monétaire International   | <b>PME/PMI</b> | Petites et Moyennes Entreprises/Petites et Moyennes Industries |
| <b>FNISCI</b> | Fédération Nationale des Industries et Services de Côte d'Ivoire                  | <b>RICI</b>    | Réseau Informatique de Comptabilité Intégrée                   |
| <b>IGF</b>    | Inspection Générale des Finances  | <b>RTI</b>     | Radiodiffusion Télévision Ivoirienne                           |
| <b>IGT</b>    | Inspection Générale du Trésor   | <b>SIGFiP</b>  | Système Intégré de Gestion des Finances Publiques              |
| <b>ISF</b>    | Inspection des Services Fiscaux   | <b>SIGMAP</b>  | Système Intégré de Gestion des Marchés Publics                 |
| <b>LONACI</b> | Loterie Nationale de Côte d'Ivoire  | <b>SNDI</b>    | Société Nationale de Développement Informatique                |
| <b>MDPMEF</b> | Ministère Délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances | <b>SOGPE</b>   | Société de Gestion du Patrimoine de l'Electricité              |
| <b>MFPERA</b> | Ministère de la Fonction Publique, de l'Emploi et de la Reforme Administrative    | <b>SOPIE</b>   | Société de Promotion et d'Investissement Electrique            |
| <b>MIE</b>    | Ministère des Infrastructures Economiques   | <b>SYDAM</b>   | Système de Dédouanement Automatisé des Marchandises            |
| <b>NTIC</b>   | Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication                    | <b>UA</b>      | Union Africaine  |
| <b>NTIT</b>   | Nouvelles Technologies de l'Information et de la Télécommunication                | <b>UE</b>      | Union Européenne   |
| <b>OC</b>     | Obligation Cautionnée   | <b>UEMOA</b>   | Union Economique et Monétaire Ouest Africaine                  |
|               |   | <b>UMOA</b>    | Union Monétaire Ouest Africaine                                |
|               |   | <b>TOFE</b>    | Tableau des Opérations Financières de l'Etat                   |





**ZEN** Création

**Graphisme - PAO - Edition**

- 06 B.P. 1404 Abidjan 06 • Tél.: (225) 22.42.40.90 / 22.42.52.15
- Fax : (225) 22.42.63.19 • Email: [info@zen-creation.net](mailto:info@zen-creation.net)
- [www.zen-creation.net](http://www.zen-creation.net)





# MATRICE D'ACTIONS PRIORITAIRES 2006

MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.

Siège : Immeuble SCIAM, Avenue Marchand - Plateau 17 BP 670 Abidjan 17 • Tél.: (225) 20 30 25 25 • Fax : (225) 20 30 25 28